

No. 55296*

**France
and
Brazil**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil on cross-border cooperation in emergency relief. Paris, 11 December 2012

Entry into force: *1 December 2015, in accordance with article 15*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 1 August 2018*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**France
et
Brésil**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la coopération transfrontalière en matière de secours d'urgence. Paris, 11 décembre 2012

Entrée en vigueur : *1^{er} décembre 2015, conformément à l'article 15*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *France, 1^{er} août 2018*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

ET

**LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL**

**RELATIF A LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE
EN MATIERE DE SECOURS D'URGENCE**

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

et

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL

Ci-après dénommés les Parties,

Considérant la déclaration d'intention relative à la coopération technique professionnelle en matière de sécurité civile entre la France et le Brésil, signée le 14 août 2009,

Conscients que les deux Etats sont confrontés à des risques de catastrophes naturelles ou dues à l'activité de l'homme,

Considérant qu'une collaboration technique et opérationnelle entre la zone de défense de la Guyane et de l'Etat d'Amapá s'avère particulièrement nécessaire dans la perspective de l'inauguration du pont sur le fleuve Oyapock,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le présent Accord définit et organise les conditions de mise en œuvre de la coopération en matière de secours d'urgence sur une bande de 150 kilomètres de large de part et d'autre du fleuve Oyapock.

Article 2

1. Les Parties établissent une coopération portant sur l'assistance mutuelle en cas de situation d'urgence d'origine naturelle ou liée à l'activité de l'homme susceptible de mettre en danger la vie des personnes et nécessitant l'envoi de secours.

2. Au sens du présent Accord, on entend par :

a- « Partie requérante », la Partie qui sollicite l'assistance de l'autre Partie sous forme d'envoi d'experts, d'équipes de secours ou de moyens de secours ;

b- « Partie requise », la Partie qui reçoit la demande d'assistance ;

c- « Equipe de secours », les membres des équipes de secours ou les experts dépêchés sur les lieux d'un sinistre à la demande de la Partie requérante ;

d- « Situation d'urgence », la survenance d'une catastrophe d'origine naturelle ou technologique ayant des conséquences graves en termes humains ou susceptibles d'avoir un impact important sur l'environnement ;

e- « Objets d'équipement », le matériel, les véhicules et l'équipement personnel destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;

f- « Moyens de secours », les éléments d'équipements supplémentaires et autres marchandises importés pour chaque mission et destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;

g- « Biens d'exploitation », les marchandises nécessaires à l'utilisation des objets d'équipement et au ravitaillement des équipes d'assistance.

Article 3

1. Pour la mise en œuvre du présent Accord, les Parties désignent comme administrations compétentes :

- pour le Gouvernement de la République française, le ministère de l'Intérieur
- pour le Gouvernement brésilien, le ministère de l'Intégration nationale.

2. Les Parties se notifient, par voie diplomatique, toute modification concernant la désignation des administrations compétentes.

Article 4

1. Les personnels et les moyens concernés par le présent Accord sont :

- pour la Guyane, ceux de la zone de défense et de la direction départementale d'incendie et de secours ainsi que le SAMU ;
- pour l'Etat d'Amapá, ceux du corps des pompiers militaires de l'Etat d'Amapá et le SAMU.

2. Les Parties se notifient, par voie diplomatique, toute modification concernant la désignation des personnels et moyens concernés par le présent Accord.

Article 5

1. La demande d'assistance exprimée par l'une des Parties est transmise par tous moyens à l'autre Partie. Elle est confirmée par écrit dans les meilleurs délais.

- pour la partie française, l'autorité compétente pour effectuer la demande d'assistance est le préfet de la zone de défense Guyane.
- pour la partie brésilienne, l'autorité compétente pour effectuer la demande d'assistance est le gouverneur de l'Amapá.

2. La réception de la demande d'assistance n'implique pas automatiquement une réponse positive de la part de la Partie requise. Chaque Partie conserve son entière liberté dans sa décision d'accorder ou non le concours demandé en fonction des risques, des opérations déjà engagées ou de la disponibilité de ses moyens de secours.

3. En cas de réponse positive, la Partie requise le fait savoir à la Partie requérante en lui indiquant par écrit :

- a) le nombre de sauveteurs, leur identité, leur fonction et les références de leur passeport ;
- b) le type des matériels qui seront engagés ;
- c) l'heure estimée d'arrivée sur la zone d'intervention ;
- d) les éventuels besoins à l'arrivée.

4. La Partie requérante peut, à tout moment, annuler sa demande d'assistance. Dans ce cas, la Partie requise peut demander le remboursement des frais qu'elle a engagés. Le remboursement intervient alors immédiatement après que la demande a été formulée.

5. Les autorités compétentes peuvent établir d'un commun accord les plans d'intervention spécifiques nécessaires à l'exécution des opérations de secours.

Article 6

1. Il incombe aux autorités de la Partie requérante de diriger les opérations de secours et de donner toutes instructions utiles au responsable de l'équipe d'assistance de la Partie requise.

2. L'équipe d'assistance de la Partie requise reste sous l'autorité exclusive de son responsable pour l'accomplissement de la mission fixée par la Partie requérante.

3. Les membres de l'équipe d'assistance de la Partie requise ont libre accès en tous lieux réclamant leur intervention dans les limites de la zone qui leur a été confiée par la Partie requérante.

4. En tant que de besoin, la Partie requérante met un interprète à la disposition de l'équipe d'assistance de la Partie requise et lui fournit les moyens de transmission nécessaires pour communiquer avec le commandement des opérations de secours.

Article 7

1. Aux fins d'assurer l'efficacité et la rapidité nécessaires aux interventions, chaque Partie facilite les formalités de passage de ses frontières. A cette fin, chaque membre de l'équipe d'assistance de la Partie requise doit être porteur d'un passeport en cours de validité.

2. Dans le cadre de leur mission, les membres de l'équipe d'assistance sont exemptés de visa. Le chef de l'équipe de secours doit présenter à la frontière un ordre de mission délivré par l'autorité à laquelle l'unité est subordonnée, sur lequel figure la liste nominative des sauveteurs présents, assortie de leur fonction et des références de leur passeport.

3. Les membres de l'équipe d'assistance de la Partie requise peuvent porter leur uniforme lors de leur intervention sur le territoire de la Partie requérante.

Article 8

1. L'équipe d'assistance de la Partie requise est nourrie et logée pendant la durée de sa mission et ses véhicules sont, en cas de nécessité, ravitaillés aux frais de la Partie requérante. Elles doivent également recevoir, en cas de besoin, toute l'assistance médicale nécessaire.

2. La Partie requise est tenue d'assurer les membres de l'équipe d'assistance envoyée.

Article 9

Le désengagement des moyens mis en œuvre dans le cadre du présent Accord s'effectue selon les modalités définies ci-dessous.

a) à l'issue de la mission, lorsque la Partie requérante remet à la disposition de la Partie requise les moyens qui lui avaient été prêtés, elle doit en informer, d'une part, le responsable des moyens qui sont intervenus et, d'autre part, les autorités compétentes de la Partie requise.

b) lorsque, en cours de mission, la Partie requise décide d'interrompre la mise à disposition de ses moyens, elle en informe par télécopie la Partie requérante qui transmet immédiatement cette information au responsable de ces moyens.

c) la décision de la Partie requise doit entrer en application sans retard et ne peut être remise en question.

d) à l'issue de la mission, la Partie requérante adresse à la Partie requise un compte rendu décrivant la situation d'urgence et le déroulement des opérations de secours.

Article 10

1. La Partie requérante rembourse à la Partie requise les débours que lui a occasionné un accident survenu au cours d'une mission d'assistance, qu'il s'agisse des prestations versées ou maintenues à son agent ou à ses ayants droit ou des frais de réparation ou de remplacement du matériel endommagé, détruit ou perdu. Ces prestations ou frais de réparation ou de remplacement sont évalués conformément à la législation et à la réglementation de l'Etat d'origine des agents ou des matériels. Ces stipulations sont également applicables lorsque l'auteur des faits dommageables est un tiers par rapport aux opérations de secours.

2. Si, sur le territoire de la Partie requérante, au cours d'une mission d'assistance, un membre d'une équipe de secours de la Partie requise cause un préjudice à une personne physique ou morale, l'indemnisation en est assurée par la Partie requérante conformément à la législation applicable en cas de dommages par les ressortissants de la Partie requérante qui prennent part à l'élimination d'une situation d'urgence.

3. La Partie requérante peut demander à la Partie requise le remboursement des frais qu'elle aura supportés lorsqu'un agent de la Partie requise a causé volontairement un dommage non justifié par l'accomplissement de la mission.

Article 11

Pour promouvoir et développer la prévision, la prévention et l'assistance mutuelle en cas de situation d'urgence, les Parties conviennent d'établir des contacts réguliers en échangeant toutes informations utiles et en proposant des réunions périodiques.

Article 12

La coopération prévue par le présent Accord est mise en œuvre dans la limite des dotations dont disposent les administrations compétentes de chaque Partie pour leurs dépenses de fonctionnement courant.

Article 13

Le présent Accord n'affecte pas les droits et obligations des Parties résultant d'autres accords internationaux.

Article 14

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé par voie de consultation et de négociation entre les Parties.

Article 15

1. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification transmise par voie diplomatique de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

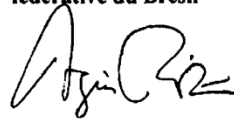
2. Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans reconductibles par tacite reconduction. Chaque Partie peut le dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. Cette dénonciation prend effet six mois après la date de réception de la notification.

Fait à Paris, le 11 décembre 2012 en deux exemplaires, chacun en langues française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

**Pour le gouvernement
de la République française**



**Pour le gouvernement de la République
fédérative du Brésil**



[PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO
ENTRE
O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA
E
O GOVERNO
DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL
RELATIVO À COOPERAÇÃO TRANSFRONTEIRIÇA
EM MATÉRIA DE SOCORRO DE EMERGÊNCIA

O GOVERNO DA REPÚBLICA FRANCESA

e

O GOVERNO DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL,

(doravante denominados “Partes”),

Considerando a carta de intenções relativa à cooperação técnica e profissional em matéria de segurança civil entre o Brasil e a França, assinada em 14 de agosto de 2009,

Conscientes de que os dois Estados enfrentam riscos de catástrofes naturais ou ligadas a atividades humanas,

Considerando que uma colaboração técnica e operacional entre o Estado do Amapá e a Zona de Defesa da Guiana Francesa se torna particularmente necessária diante da perspectiva de inauguração da ponte sobre o rio Oiapoque,

Acordaram o seguinte :

ARTIGO 1

O presente Acordo define e organiza as condições de execução da cooperação em matéria de socorro de emergência em uma faixa de 150 (cento e cinquenta) quilômetros de largura em ambas as margens do rio Oiapoque.

ARTIGO 2

1. As Partes estabelecem uma cooperação relativa à assistência mútua em situações de emergência de origem natural ou ligada a atividades humanas suscetíveis de colocar em risco a vida de pessoas, e que exijam o envio de socorro.

2. Para os fins do presente Acordo, entende-se por:

a) “Parte solicitante”, a Parte que solicita assistência da outra Parte sob a forma de envio de peritos, equipes de socorro ou meios de socorro;

b) “Parte solicitada”, a Parte que recebe o pedido de assistência;

c) “Equipe de socorro”, os membros das equipes de socorro ou os peritos deslocados para os locais de um acidente, a pedido da Parte solicitante;

d) "Situação de emergência", a ocorrência de uma catástrofe de origem natural ou tecnológica, que acarrete consequências graves em termos humanos ou que possa produzir impacto significativo sobre o meio ambiente;

e) "Objetos de equipamento", o material, os veículos e os equipamentos pessoais destinados à utilização pelas equipas de socorro;

f) "Meios de socorro", as unidades de equipamentos suplementares e outros bens portados em cada missão e destinados à utilização pelas equipas de socorro;

g) "Bens de exploração", as mercadorias necessárias à utilização dos objetos de equipamento e ao aprovisionamento das equipas de socorro.

ARTIGO 3

1. Para a execução do presente Acordo, as Partes designam como órgãos competentes:

a) Pelo Governo da República Federativa do Brasil, o Ministério da Integração Nacional;

b) Pelo Governo da República Francesa, o Ministério do Interior.

2. As Partes notificar-se-ão, por via diplomática, de qualquer modificação relativa à designação dos órgãos competentes.

ARTIGO 4

1. O pessoal e os meios aos quais se refere o presente Acordo são:

a) pelo Estado do Amapá, aqueles pertencentes ao Corpo de Bombeiros Militares do Estado do Amapá e ao Serviço de Atendimento Móvel de Urgência (SAMU);

b) pela Guiana Francesa, aqueles pertencentes à Zona de Defesa e do Serviço Departamental de Incêndio e Socorro (SDIS), bem como o SAMU.

2. As Partes notificar-se-ão, por via diplomática, qualquer modificação relativa à designação do pessoal e dos meios aos quais se refere o presente Acordo.

ARTIGO 5

1. O pedido de assistência formulado por uma das Partes será transmitido por todos os meios à outra Parte e será confirmado por escrito, o mais breve possível.

a) pela Parte brasileira, a autoridade competente para formular o pedido de assistência é o Governador do Amapá;

b) pela Parte francesa, a autoridade competente para formular o pedido de assistência é o *Préfet* da Zona de Defesa da Guiana Francesa.

2. A recepção do pedido de assistência não implica automaticamente uma resposta positiva pela Parte solicitada. Cada Parte conserva sua inteira liberdade de decisão quanto a prestar ou não a assistência solicitada em função dos riscos, das operações já lançadas ou da disponibilidade de seus meios de socorro.

3. Em caso de resposta positiva, a Parte solicitada comunicá-la-á à Parte solicitante, indicando por escrito :

a) o número de socorristas, bem como a identidade, a função e as referências dos passaportes dos mesmos;

b) o tipo de materiais utilizados;

c) a hora estimada para a chegada à zona de intervenção;

d) as eventuais necessidades quando da chegada.

4. A Parte solicitante poderá, a qualquer momento, cancelar seu pedido de assistência. Nesse caso, a Parte solicitada poderá pleitear o reembolso dos custos com os quais tenha incorrido. O reembolso ocorrerá, então, imediatamente após o pedido ter sido formulado.

5. As autoridades competentes podem estabelecer, de comum acordo, planos de atuação específicos necessários à execução das operações de socorro.

ARTIGO 6

1. Cabe às autoridades da Parte solicitante dirigir as operações de socorro e dar todas as instruções úteis ao responsável pela equipe de socorro da Parte solicitada.

2. A equipe de socorro da Parte solicitada permanecerá sob a autoridade exclusiva de seu responsável para o cumprimento da missão fixada pela Parte solicitante.

3. Os membros da equipe de socorro da Parte solicitada terão acesso livre a todos os lugares que demandem sua atuação, nos limites da zona que lhes tenha sido confiada pela Parte solicitante.

4. Quando necessário, a Parte solicitante colocará um intérprete à disposição da equipe de socorro da Parte solicitada e lhe fornecerá os meios de transmissão necessários para comunicação com o comando das operações de socorro.

ARTIGO 7

1. A fim de assegurar a eficácia e a rapidez necessárias às intervenções, cada Parte facilitará as formalidades de passagem por sua fronteira. Para esse fim, cada membro da equipe de socorro da Parte solicitada deverá portar um passaporte válido.

2. No âmbito de sua missão, os membros da equipe de socorro ficarão isentos de visto. O chefe da equipe de socorro deverá apresentar, na fronteira, um mandato outorgado pela autoridade à qual a unidade está subordinada, no qual figure a lista nominal dos socorristas presentes, acompanhada de suas funções e das referências de seus passaportes.

3. Os membros da equipe de socorro da Parte solicitada poderão portar seus uniformes durante sua atuação sobre o território da Parte solicitante.

ARTIGO 8

1. À equipe de socorro da Parte solicitada serão providenciados alimentação, alojamento e, caso necessário, toda a assistência médica durante sua missão. Seus veículos serão, caso necessário, provisionados com ônus para a Parte solicitante.

2. A Parte solicitada é obrigada a assegurar os membros da equipe de socorro enviada.

ARTIGO 9

A desmobilização dos meios aplicados no quadro do presente Acordo se efetuará segundo as modalidades abaixo definidas:

a) Ao término da missão, quando a Parte solicitante devolver à Parte solicitada os meios que lhe foram disponibilizados, deverá comunicar a devolução ao responsável pelos meios utilizados e às autoridades competentes da Parte solicitada;

b) Quando, no decorrer da missão, a Parte solicitada decida interromper a mobilização de seus meios, ela deverá comunicar por fax à Parte solicitante, que transmitirá essa informação imediatamente ao responsável por referidos meios;

c) A decisão da Parte solicitada deverá ser aplicada sem demora e não poderá ser questionada;

d) Ao término da missão, a Parte solicitante dirigirá à Parte solicitada uma prestação de contas que descreva a situação de emergência e os desdobramentos das operações de socorro.

ARTIGO 10

1. A Parte solicitante reembolsará à Parte solicitada os custos decorrentes de um acidente que se tenha produzido no decorrer da missão de assistência, quer se trate de benefícios pagos ou mantidos a seu agente ou a seus beneficiários legais ou de despesas de reparação ou substituição do material danificado, destruído ou perdido. Essas prestações ou despesas de reparação ou substituição serão avaliadas conforme a legislação e os regulamentos do Estado de origem dos agentes ou dos materiais. Aplicam-se igualmente essas disposições quando o autor dos fatos causadores do dano for um terceiro, em relação às operações de socorro.

2. Se, no território da Parte solicitante, no decorrer de uma missão de socorro, um membro da equipe de socorro da Parte solicitada causar um dano a uma pessoa física ou jurídica, será assegurada a esta uma indenização pela Parte solicitante, conforme a legislação aplicável no território desta última em casos de danos causados por cidadãos da Parte solicitante que participam da resolução de situações de emergência.

3. A Parte solicitante poderá requerer à Parte solicitada reembolso das despesas com as quais ela tenha incorrido quando um agente da Parte solicitada tenha causado, voluntariamente, um dano não justificado pelo cumprimento da missão.

ARTIGO 11

Para promover e desenvolver a previsão, a prevenção e a assistência mútua em situações de emergência, as Partes concordam em estabelecer contatos regulares por meio de intercâmbio de quaisquer informações úteis, e propondo reuniões periódicas.

ARTIGO 12

A cooperação prevista no presente Acordo será levada a cabo dentro dos limites das dotações das quais os órgãos competentes de cada uma das Partes dispõem para suas despesas de funcionamento usual.

ARTIGO 13

O presente Acordo não afetará o direito e as obrigações das Partes que decorram de outros acordos internacionais.

ARTIGO 14

Toda divergência relativa à interpretação ou à aplicação do presente Acordo será solucionada mediante consultas e negociações entre as Partes.

ARTIGO 15

1. O presente Acordo entrará em vigor no primeiro dia do segundo mês seguinte à data de recepção da última notificação, transmitida por via diplomática, relativa ao cumprimento por cada uma das Partes, dos procedimentos internos necessários para a aprovação do presente Acordo.

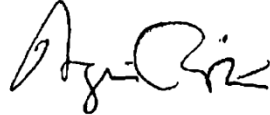
2. O presente Acordo será válido por cinco anos, e renovado tacitamente. Qualquer das Partes poderá denunciá-lo a qualquer momento por notificação escrita dirigida à outra Parte por via diplomática. A denúncia tomará efeito 6 (seis) meses após a data de recepção da notificação.

Feito em Paris, em 11 de dezembro 2012, em dois exemplares originais, em francês e português, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCESA



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC
AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL ON
CROSS-BORDER COOPERATION IN EMERGENCY RELIEF

The Government of the French Republic and
The Government of the Federative Republic of Brazil,
Hereinafter referred to as “the Parties”,

Considering the declaration of intention concerning professional technical cooperation in public safety issues between France and Brazil, signed on 14 August 2009,

Realizing that the two States are facing risks of natural or human-caused disasters,

Considering that technical and operational cooperation between the buffer zone of Guiana and the state of Amapá is particularly important in view of the future inauguration of the bridge over the Oyapock River,

Have agreed as follows:

Article 1

This Agreement describes and regulates arrangements for cooperation in emergency relief covering an area 150 kilometres wide on both sides of the Oyapock River.

Article 2

1. The Parties shall cooperate to allow mutual assistance in a natural or human-caused emergency that endangers human life and necessitates assistance.

2. In this Agreement, the following terms shall have the following meanings:

(a) “Requesting Party”: the Party requesting assistance from the other Party in the form of experts, rescue teams or rescue arrangements;

(b) “Requested Party”: the Party requested to provide assistance;

(c) “Rescue team”: rescue team members or experts dispatched to the scene of a disaster at the request of the requesting Party;

(d) “Emergency”: a disaster of natural or technological origin that has serious consequences in human terms or may have a considerable impact on the environment;

(e) “Supplies”: equipment, vehicles and personal equipment to be used by assistance teams.

(f) “Rescue supplies”: additional equipment and other items for each mission to be used by assistance teams;

(g) “Other gear”: items needed to use the equipment and to keep the assistance teams supplied.

Article 3

1. The Parties designate the following authorities to implement this Agreement:

- For the Government of the French Republic, the Ministry of the Interior;
- For the Brazilian Government, the Ministry of National Integration.

2. The Parties shall inform each other, through the diplomatic channel, of any change in the designation of their competent authorities.

Article 4

1. The staff and supplies covered by this Agreement are:

For Guiana, those of the buffer zone and of the departmental fire and rescue unit and the Urgent Medical Aid Service (SAMU);

For the State of Amapá, those of the military fire unit of the State of Amapá and SAMU;

2. The Parties shall inform each other, through the diplomatic channel, of any change in the staff and supplies covered by this Agreement.

Article 5

1. A request for assistance from one of the Parties shall be transmitted to the other Party by all available means. It shall be confirmed in writing as soon as possible.

For the French Party, the competent authority to submit the request for assistance is the Prefect of the Guiana buffer zone.

For the Brazilian Party, the competent authority to submit the request for assistance is the Governor of Amapá.

2. Receipt of the request for assistance shall not automatically ensure an affirmative response from the requested Party. Each Party remains entirely free to decide whether or not to provide the assistance requested, after considering the risks, the operations already under way and the availability of its rescue supplies.

3. In the event of an affirmative response, the requested Party shall inform the requesting Party in writing, indicating:

- (a) The number of rescue workers, their names, their functions and their passport details;
- (b) The type of equipment to be used;
- (c) Their estimated time of arrival on the scene;
- (d) Any requirements upon arrival.

4. The requesting Party may at any time cancel its request for assistance. In such case, the requested Party may request reimbursement of costs incurred. These shall be reimbursed immediately after the request was made.

5. The competent authorities may by mutual agreement draw up specific intervention plans for the rescue operations.

Article 6

1. The authorities of the requesting Party shall be responsible for organizing the rescue operations and for giving any necessary instructions to the head of the assistance team of the requested Party.

2. The assistance team of the requested Party shall remain under the exclusive authority of its head for the performance of the mission determined by the requesting Party.

3. The members of the assistance team of the requested Party shall have free access to all sites where their intervention is needed inside the area entrusted to them by the requesting Party.

4. If necessary, the requesting Party shall make an interpreter available to the assistance team of the requested Party and shall provide it with the necessary means to communicate with the command of the rescue operations.

Article 7

1. In order to ensure the necessary efficiency and speed of interventions, each Party shall facilitate its border crossing formalities. To this end, each member of the assistance team of the requested Party shall carry a current passport.

2. In the context of their mission, members of the assistance team shall be exempt from visa requirements. At the border, the head of the rescue team shall present a mission order issued by the authority to which the unit reports, listing the names of the rescue workers present, giving their functions and providing their passport details.

3. Members of the assistance team of the requested Party may wear their uniform when working in the territory of the requesting Party.

Article 8

1. The assistance team of the requested Party shall be fed and housed during its mission and, if necessary, gasoline for its vehicles shall be provided at the expense of the requesting Party. The team shall also, if necessary, be given any medical assistance that may be required.

2. The requested Party shall be required to insure the members of the assistance team sent.

Article 9

The withdrawal of assets used under this Agreement shall follow the procedures set out below.

(a) At the conclusion of the mission, when the requesting Party returns to the requested Party the supplies lent, it shall inform both the person in charge of the assets used and the competent authorities of the requested Party.

(b) If during the mission the requested Party decides no longer to make its assets available, it shall fax this information to the requesting Party, which shall immediately transmit it to the person in charge of the assets.

(c) The decision of the requested Party shall take effect without delay and may not be reconsidered.

(d) At the end of the mission, the requesting Party shall give the requested Party a report on the emergency and the rescue operations.

Article 10

1. The requesting Party shall reimburse to the requested Party any expense incurred by it because of an accident during an assistance mission, whether these are payments made or continued to its agent or the agent's dependants or costs for repair or replacement of damaged, destroyed or lost equipment. Such payments or repair or replacement costs shall be determined in accordance with the laws and regulations of the State which sent the agents or equipment. These provisions shall also apply when the person responsible for the reimbursable events is not involved in the rescue operations.

2. If, in the territory of the requesting Party, during an assistance mission a member of a rescue team of the requested Party causes harm to an individual or body corporate, compensation shall be provided by the requesting Party in accordance with the law applicable in cases of damage by nationals of the requesting Party involved in dealing with an emergency.

3. The requesting Party may ask the requested Party to reimburse any expense incurred by it because an official of the requested Party purposely caused damage not justified by the performance of the mission.

Article 11

In order to promote and develop forecasting, prevention and mutual assistance in emergencies, the Parties agree to maintain regular contacts, exchanging all useful information and proposing regular meetings.

Article 12

The cooperation described in this Agreement shall be provided using the funds available to the competent authorities of each Party for their current operating expenses.

Article 13

This Agreement shall not affect the rights and obligations of the Parties under other international agreements. Any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement shall be settled by consultation and negotiation between the Parties.

Article 15

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification transmitted through the diplomatic channel that each of the Parties has completed the domestic procedures required for the entry into force of this Agreement.

2. This Agreement shall be concluded for a period of five years and may be tacitly renewed. Either Party may terminate it at any time by written notification sent to the other Party through the

diplomatic channel. Such termination shall take effect six months after the date of receipt of the notification.

DONE at Paris on 11 December 2012 in duplicate in French and Portuguese, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

[SIGNED]

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

[SIGNED]